

SALON AL MOUSTECHFA

Grande foire pour l'expertise du domaine hospitalier

Les professionnels du monde hospitalier sont réunis, depuis hier, au Palais des expositions d'Alger. 180 exposants prennent part à la troisième édition du Salon international des expertises pour le domaine hospitalier «Al Moustechfa» qui se tiendra jusqu'à mardi prochain.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – C'est une grande foire du secteur hospitalier. 48 directions de santé de wilaya, 15 centres hospitalo-universitaires, les centres anti-cancer, les différents établissements sous tutelle du ministère de la Santé et 180 exposants dont 40 % de participation étrangère spécialisés dans les produits innovants en matière de technologie et de logistique sanitaire vont squatter pendant quatre jours la Safex qui abrite, depuis hier, le Salon international des expertises pour le domaine hospitalier.

Lors de son allocution d'ouverture, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, a indiqué que «ces retrouvailles» entre professionnels constituent un espace favorable à «des discussions scientifiques fructueuses et de haut niveau», et s'inscrit aussi dans les perspectives de mise en place de réseaux scientifique et technique dans des domaines sensibles pour la santé publique.

L'amélioration significative de l'offre de soins et le développement continu du réseau infrastructurel, dit-il, nécessitent une approche nouvelle plus en rapport avec l'évolution de la société, l'émergence de variables économiques nouvelles et la revendication légitime d'une qualité des soins conforme aux meilleurs standards.

«L'évolution démographique, économique et sociale de notre pays et ses prolongements sur le plan épidémiologique, l'évolution de la réglementation sanitaire internationale, les progrès des technologies et des techniques médicales et la demande citoyenne, sans cesse accrue, en soins spécialisés de qualité, nécessitent une refondation du cadre législatif sanitaire dans le cadre de la réforme globale du

système de santé», a indiqué le ministre de la Santé. Toutefois, rassure-t-il, les fondements et les principes de notre système de santé demeurent sans changement.

«Ce sont des acquis sociaux fondamentaux qui ne peuvent être remis en cause et qui sont même consolidés au titre de la révision de la Constitution», a souligné Boudiaf. Lequel a rappelé que les grandes lignes de la loi sanitaire portent essentiellement sur la planification du système de santé à travers la mise en place de deux outils soit la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire, sur la complémentarité entre le secteur public et privé, une administration centrale en appui sur ses services extérieurs déconcentrés et ses organes sous tutelle assurant ses missions de régulation, de contrôle et d'évaluation ; un système d'infor-



Exposition du matériel médical à la Safex.

mation sanitaire performant, permettant à tout moment de disposer des informations nécessaires à chaque niveau décisionnel du système national de santé ; un système d'évaluation par la mise en place d'une agence nationale d'audit et d'évaluation en santé qui permettra le passage vers des

soins de qualité avec la mise en place notamment des consensus diagnostiques et thérapeutiques et des procédures et protocoles de gestion ; la mise en place de programmes nationaux, régionaux et locaux de santé régulièrement suivis et évalués par les services extérieurs de santé ; la

création de réseaux de santé, intégrant les établissements de santé publics et privés, permettant ainsi d'accélérer le processus de prise en charge d'un patient et de lui assurer une continuité des soins, dans le cadre de la hiérarchisation et de l'intégration des soins tous régimes d'exercice confondus ; un statut juridique de l'établissement public de santé permettant une gestion flexible de l'établissement basée sur les principes de la mutualisation des ressources et des moyens et l'adaptation des activités aux besoins de santé du bassin de population couvert et à l'épidémiologie locale ; le regroupement au niveau local sous une même entité administrative dénommée «Circonscription sanitaire», de l'ensemble des établissements publics de santé activant dans un territoire donné dans le but d'assurer la continuité des soins et à mutualiser les moyens et enfin, la nouvelle loi a consacré aussi le principe des soins à domicile et l'hospitalisation à domicile.

S. A.

ÉDUCATION

Les licenciés en sciences de l'information et de la communication concernés par le concours de recrutement

Les titulaires de licence en sciences de l'information et de la communication sont en mesure de passer le concours de recrutement d'enseignants prévu fin février, a annoncé samedi à Alger la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrit.

«La possibilité de passer le concours de recrutement d'enseignants est ouverte à d'autres spécialités, à l'instar des sciences de l'information et de la communication», a précisé M^{me} Benghebrit en marge des portes ouvertes sur la créativité éducative dans le domaine de l'informatique et des nouvelles technologies.

Le ministère «attend», selon M^{me} Benghebrit, une réponse de la part de la direction de la Fonction publique et du ministère des Finances en vue de définir dans le «détail» le nombre de postes ouverts affirmant qu'il (nombre) se rapprochait de celui de l'année dernière où 18 spécialités ont été ouvertes.

Elle a ajouté qu'un «test oral sera introduit lors du prochain concours dans le souci d'améliorer les performances des enseignants qui bénéficient de sessions de formation après leur recrutement» rappelant que le plus important pour le ministère est le critère de «compétence qui sera confirmé par l'examen écrit».

Pour ce qui est du recrutement dans l'enseignement primaire, l'«enseignant doit justifier d'une connaissance de toutes les matières tant scientifiques que lit-

téraires contrairement à l'enseignant des cours du moyen ou secondaire qui est tenu de maîtriser sa spécialité», a expliqué la ministre.

Elle a, par ailleurs, annoncé que «le premier samedi de chaque mois de février sera dédié à la créativité» soulignant que le ministère accompagnera et soutiendra, financièrement notamment, les initiatives créatives dans le domaine des nouvelles technologies.

(APS)

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Visite d'inspection et de travail de trois ministres

Trois ministres, Madame Imane Feraoun, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, M. Bouchouareb Abdesslam, ministre de l'Industrie et des Mines, et M. Tahar Hadjar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ont effectué, en date du 6 février, une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj.

Les trois ministres ont visité les unités de production de panneaux photovoltaïques et celles de la téléphonie du groupe Condor, ainsi qu'une unité d'insertion de cartes électroniques de l'entreprise

Geant. Ils ont eu aussi à visiter le terrain de l'ex-ERCE en vue de l'emplacement d'un centre d'études et de recherches des nouvelles communications, une parcelle de terrain de 4 000 m² a été dégagée pour la construction dudit centre, ainsi qu'un centre situé au niveau de l'université El Annasser.

La mise en place d'un écosystème qui garantisse l'émergence d'un pôle visant la promotion du secteur économique et des PME innovantes dans les TIC à travers notamment, la consolidation du tissu des industries technologiques et leur intégration dans la recherche et la valorisation

des investissements, c'est ce qu'a affirmé la ministre Imane Feraoun dans son discours à l'université de Bordj-Bou-Arréridj.

En effet, le Certic, ajoute madame la ministre, sera l'élément-pivot d'une stratégie de développement d'une technopole d'excellence en technologie de l'information et de la communication.

Il profitera de l'écosystème local très riche en entreprise de pointe dans l'électronique et surtout en université recrutant des facultés de technologies à Bordj-Bou-Arréridj, Sétif, Constantine et Batna, tout cet apport technologique mis en place vise à dynamiser et transformer l'innova-

tion en mobilisant les acteurs phares en ce domaine. Au final, certains professeurs en technologie considèrent que l'heure est grave car les universités algériennes souffrent d'un cruel déficit d'innovation technique et organisationnelle.

Les conséquences économiques et sociales pourraient se révéler de plus en plus lourdes, faute de vision à long terme en matière industrielle.

Il est plus qu'urgent de créer un contexte permettant aux PME d'exprimer et valoriser leur innovation, pour être au diapason du XXI^e siècle de la technologie.

Layachi Salah-Eddine